

*Questions orales*

**M. LeBlanc (Westmorland-Kent):** Monsieur l'Orateur, si j'écoutais les représentations de certains pêcheurs amateurs, je ne m'occuperais que de leurs problèmes. Je ne soupçonne pas du tout le député d'être dans ce cas parce que je sais qu'il compte beaucoup de pêcheurs professionnels dans sa circonscription et qu'il défend leurs intérêts aussi, mais il doit se rendre compte que nous ne pouvons espérer satisfaire tous les lobbies formés par les amateurs de pêche. Je me sers de ce mot à bon escient car, dans bien des cas, ces lobbies par leur manque de discrétion ont indisposé les gens sur l'appui de qui ils comptaient le plus.

\* \* \*

**LES FINANCES****L'INOPPORTUNITÉ DES PROGRAMMES D'AIDE RENFORÇANT LA CONCURRENCE AVEC LE CANADA**

**M. S. Victor Raiton (Welland):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre des Finances, mais j'aimerais d'abord remercier le député de Nickel Belt de s'être occupé de Port Colborne avec autant d'attention.

**M. Rodriguez:** Merci.

**M. Raiton:** Je suis bien certain que le cabinet suit la situation à INCO de très près. Ma question a trait à Atlas Steels à Welland, qui objecte que des fonds du gouvernement canadien servent à établir une usine d'acier inoxydable d'une capacité de 50,000 tonnes à Cuba alors que la demande intérieure n'y est que de 4,000 tonnes par année et qu'en montant une nouvelle usine à Cuba on rendrait la vente de l'acier inoxydable encore plus aléatoire au Canada. L'Atlas Steels aimerait savoir si on ne pourrait pas envisager des programmes d'aide qui fassent moins concurrence à l'industrie canadienne.

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances):** Monsieur le président voilà une question qui est revenue à plusieurs reprises cette semaine. Est-ce que nous nuisons vraiment à l'industrie canadienne lorsque nous aidons d'autres pays à se développer? Je ne crois pas que ce soit la situation, monsieur le président, parce que si ce n'était de la technologie canadienne qui est utilisée nous ne vendrions pas de produits canadiens pour faire ces installations-là et évidemment les installations seraient faites grâce à la technologie allemande, française ou anglaise, et les bénéficiaires iraient à ces pays. Je crois qu'il est sain que nous puissions exporter notre technologie, et parfois il peut arriver que cela crée de la concurrence, mais une croissance internationale dans le monde devrait normalement aider à la croissance intérieure du Canada.

\* \* \*

[Traduction]

**L'ÉNERGIE****LA LIBÉRATION POSSIBLE DE FOOHILLS DE L'ENGAGEMENT RELATIF À L'ACHAT DE LA TUYAUTERIE AU CANADA—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT**

**M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des

[M. McCain.]

Mines et des Ressources et découle de la réponse que le ministre de l'Industrie et du Commerce a fournie hier au député de Hamilton-Ouest au sujet de l'achat d'acier pour le projet de pipe-line Alcan. Le ministre avait alors dit que l'Office national de l'énergie donnerait la préférence aux Canadiens lorsqu'il passerait des contrats pour acheter cette tuyauterie d'acier.

Comme la Foothills (Yukon), dans son document de travail émis en juillet après la publication du rapport de l'Office national de l'énergie, a déclaré que cette tuyauterie représente la dépense la plus importante de toutes les fournitures requisés et que la Foothills (Yukon) s'est engagé à acheter toutes la tuyauterie au Canada, et comme cela a été un des facteurs qui ont favorisé l'Alcan par rapport à l'Arctic Gas, qui elle se proposait d'acheter 30 p. 100 de ses matériaux à des fournisseurs étrangers, j'aimerais demander au ministre si le gouvernement va libérer de son engagement la Foothills (Yukon) qui ne serait plus tenue d'acheter toute sa tuyauterie au Canada?

● (1202)

**L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur l'Orateur, je crois que le ministre de l'Industrie et du Commerce a clairement expliqué la situation hier quand il a dit que la préférence serait accordée aux fournisseurs canadiens. En fait, nous avons toutes les raisons d'espérer que l'essentiel, peut-être même tout le matériel, sera fourni par les entreprises canadiennes.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** C'est absurde.

**M. Gillespie:** J'aimerais ajouter aussi que ce n'est peut-être pas dans l'intérêt des Canadiens que nous donnions l'impression que les fournisseurs canadiens pourront livrer le tuyau sans égard aux prix.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Ce n'est pas ce qu'il a dit. Vous trompez la Chambre.

**Une voix:** Relisez-le encore, Walter.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Ce n'est pas mon intention.

**M. Gillespie:** Il est essentiel que les fournisseurs canadiens restent concurrentiels. Ils devront bien tailler leurs crayons avant de soumissionner pour cette grande entreprise.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, comme l'Office national de l'énergie et l'entreprise Foothills Yukon ont fait valoir que le pipe-line ALCAN servirait les intérêts du peuple canadien, vu que tous les matériaux seraient achetés au Canada, le ministre peut-il nous garantir qu'il n'y aura aucune pression d'exercée dans les négociations avec les États-Unis, de façon à permettre à des entreprises américaines de soumissionner tout en pouvant compter sur une certaine aide financière de la part du gouvernement américain, ce qui amènerait l'élimination des fournisseurs canadiens?